



Le statut social des travailleurs indépendants

Indépendant complémentaire

Sommaire

Qu'est ce qu'un indépendant à titre complémentaire ?	2
Personnes admises comme complémentaires par extension	3
Existe-t-il des limites à votre activité complémentaire ?	3
Quelles sont les obligations dans le statut social ?	4
Comment sont calculées les cotisations ?	4
Quels sont vos droits sociaux en tant qu'indépendant à titre complémentaire ?	5
Quelles sont les démarches administratives ordinaires à accomplir ?	6
Affiliation à une caisse d'assurances sociales	6
Autres formalités	6
Obligations comptables	7
Obligations fiscales	7
En matière de TVA	7
En matière d'impôt	7
Obligations en tant qu'employeur	7
Contacts	8
Cotisations pour l'année 2022	11
Travailleurs indépendants en activité principale	11
Travailleurs indépendants en activité complémentaire	12
Personnes admises en activité complémentaire par extension	13

Vous exercez déjà une activité salariée, mais vous souhaitez exercer en même temps une activité indépendante ? Vous pouvez, dans ce cas, vous lancer en tant qu'indépendant à titre complémentaire.

Qu'est ce qu'un indépendant à titre complémentaire ?

Vous êtes indépendant à titre complémentaire si votre activité indépendante est exercée en parallèle:

- avec une activité salariée exercée à mi-temps au moins

Exemple: un employé de bureau qui exerce une activité de comptable indépendant l'après-midi, un ouvrier qui exerce une activité indépendante de coiffeur

- ou avec une activité s'étendant sur 8 mois ou 200 jours au moins qui relève d'un autre régime de pensions que celui des travailleurs salariés, établi par ou en vertu d'une loi, par un règlement provincial ou par la SNCB

Exemple: un fonctionnaire qui tient une friagerie

- ou avec des prestations dans l'enseignement correspondant à 6/10 au moins de l'horaire prévu pour l'attribution du traitement complet

Vous serez toujours indépendant à titre complémentaire, même si votre activité principale cesse, dans les cas suivants:

- soit vous préservez vos droits à une pension de retraite ou d'invalidité
- soit vous bénéficiez, en remplacement de votre salaire, d'une prestation dans le cadre de la sécurité sociale dont le montant est au moins égal à celui de la pension minimum d'un indépendant isolé

Techniquement, il ne faut plus parler d'activité indépendante à titre complémentaire lorsque vous êtes pensionné. Vous serez dans ce cas, soumis au régime particulier de cotisations sociales pour pensionnés.

Si, en plus de vos prestations en tant que salarié, vous souhaitez fournir pour votre employeur des prestations similaires en tant qu'indépendant, toutes ces prestations seront considérées comme des prestations effectuées dans le cadre d'un contrat de travail. Dans ce cas, lesdites prestations similaires donneront elles aussi lieu au paiement de cotisations sociales dans le régime des salariés

Exemple : Vous êtes employé au service comptable d'une entreprise et vous fournissez par ailleurs des prestations comptables pour votre employeur en tant que comptable indépendant.



Personnes admises comme complémentaires par extension

Certains indépendants à titre principal dont les revenus professionnels sont peu élevés peuvent être autorisés, s'ils en font la demande, à cotiser comme des travailleurs indépendants à titre complémentaire (application de "l'article 37"). Pour cela, outre la condition relative aux revenus, il faut que des droits à des prestations de sécurité sociale au moins équivalentes à celles du régime des travailleurs indépendants leur

soient garantis. C'est le cas notamment pour les personnes mariées, les veufs ou les veuves.

Les personnes exerçant certaines fonctions politiques peuvent également être assimilés à des indépendants à titre complémentaire. Les revenus constituent ici aussi un critère pertinent.

Existe-t-il des limites à votre activité complémentaire ?

L'activité complémentaire n'implique pas de limite de temps consacré à cette activité ni de limite de revenus.

Toutefois, des revenus élevés tirés de votre activité peuvent avoir des répercussions dans d'autres domaines.

Exemples:

- Si vous êtes enseignant, les règles de cumul vont jouer.

- Si vous êtes chômeur et que vous exercez à titre accessoire une activité, vous ne pourrez, en vertu de la réglementation sur l'activité autorisée des chômeurs, bénéficier des allocations de chômage que sous certaines conditions. Pour de plus amples informations, nous vous conseillons de contacter l'ONEM (voir rubrique "Contacts").

Quelles sont les obligations dans le statut social ?

En tant qu'indépendant à titre complémentaire, vous avez les mêmes obligations sociales que les indépendants à titre principal :

- être affilié auprès d'une caisse d'assurances sociales (avant le début de votre activité indépendante)
- payer des cotisations sociales mais avec un revenu limité, vous ne payez, en fonction du montant, pas de cotisations sociales ou moins de cotisations sociales que les indépendants à titre principal;

- vous affilier à une mutuelle (pour autant que votre affiliation ne résulte de votre activité principale)

Pour pouvoir bénéficier de ce régime de cotisations, il vous faudra fournir à la caisse d'assurances sociales à laquelle vous vous affilierez la preuve de votre autre activité (salarié - fonctionnaire).

Exemple: attestation de l'employeur qui vous a engagé sous contrat.

Comment sont calculées les cotisations ?

En tant qu'indépendant, vous payez des cotisations qui correspondent à un certain pourcentage de votre revenu net d'indépendant de l'année durant laquelle vous payez des cotisations. Au moment du paiement des cotisations, ces revenus ne sont pas encore connus.

C'est pourquoi le calcul se fait en deux phases:

- Durant l'année de cotisation proprement dite, vous payez des cotisations provisoires sur la base de votre revenu d'il y a trois ans.
- Quand votre revenu de l'année de cotisation est connu, votre caisse d'assurances sociales régularise vos cotisations provisoires en cotisations définitives, ce qui implique que soit vous devez payer un supplément soit vous récupérez de l'argent.

Exemple:

En 2022, vous payez des cotisations provisoires sur votre revenu de 2019. Dès que votre revenu

de 2022 est connu (quelque part dans le courant de 2024), votre caisse d'assurances sociales calculera le montant de vos cotisations définitives pour 2022.

C'est à ce moment-là que sera effectuée la régularisation, ce qui implique que soit vous devrez payer un supplément soit vous récupérez de l'argent.

Si vous vous attendez à ce que votre revenu de l'année de cotisation soit supérieur à celui d'il y a trois ans, vous pouvez alors payer des cotisations provisoires plus élevées.

Vous évitez ainsi, lors de la régularisation, de devoir payer un gros supplément.

Si vous vous attendez à ce que votre revenu de l'année de cotisation soit inférieur à celui d'il y a trois ans, vous pouvez alors payer des cotisations provisoires moins élevées.

Mais vous ne pouvez pas le faire comme ça. Votre caisse d'assurances sociales doit marquer son accord. Vous devez prouver, à l'aide d'éléments objectifs (maladie, intervention CPAS, faillite, ...), que vos revenus seront inférieurs. Attention : si vos revenus réels de l'année de cotisation sont quand même supérieurs au montant en fonction duquel la cotisation provisoire réduite a été payée, non seulement un supplément sera réclamé lors du décompte définitif des cotisations définitives, mais aussi des majorations.

Les indépendants débutants n'ont encore aucun revenu qui date de trois ans. Ils paient des cotisations provisoires fixées légalement. Le plus sûr, en tant qu'indépendant débutant, c'est d'élaborer avec votre caisse un régime de

cotisations adapté. Vous pouvez ainsi éviter que des montants élevés vous soient réclamés lors de la régularisation.

Avec un revenu limité, vous payez, selon le montant, soit aucune cotisation sociale, soit des cotisations sociales réduites par rapport aux travailleurs indépendants en activité principale.

Pour les montants et pourcentages, voir annexe.

Quels sont vos droits sociaux en tant qu'indépendant à titre complémentaire ?

Bien que vous soyez indépendant et que vous cotisiez, vous continuez à bénéficier des avantages sociaux que vous procure l'autre régime social auquel vous êtes assujéti du fait de votre activité ou statut principal (salarié, fonctionnaire).

Les cotisations versées contribuent à l'équilibre du régime des travailleurs indépendants. Les cotisations qui sont au moins équivalentes à des cotisations pour une activité principale peuvent éventuellement ouvrir des droits.

Quelles sont les démarches administratives ordinaires à accomplir ?

Les mêmes que celles de tout indépendant à titre principal.

Affiliation à une caisse d'assurances sociales

Vous devez être affilié à une caisse d'assurances sociales de votre choix avant le début de votre activité.

Si vous ne vous êtes pas affilié avant le début de votre activité:

- vous courrez le risque de devoir payer une amende administrative de € 500 à € 2.000;
- vous recevrez une mise en demeure vous donnant encore un délai de 30 jours.

Passé ce délai de 30 jours, si votre affiliation n'a toujours pas eu lieu, vous serez automatiquement affilié à la Caisse nationale auxiliaire.

Après avoir été inscrit pendant 4 ans sans interruption, vous pouvez en principe changer de caisse d'assurances sociales.

Autres formalités

Vous pouvez vous adresser au «Guichet d'entreprises» pour toutes vos autres formalités administratives (inscription à la Banque-Carrefour des Entreprises, identification auprès de la TVA, ...).



Pour les formalités autres que l'affiliation à une caisse d'assurances sociales, consultez les SPF Economie, PME, Classes moyennes et Energie (economie.fgov.be).

Obligations comptables

Vous aurez celles de tout indépendant, en fonction de l'importance de votre chiffre d'affaires et de la forme juridique choisie pour exercer votre activité. C'est ainsi que la comptabilité imposée aux sociétés est soumise à des règles

plus strictes. Par contre, celle qui s'applique aux détaillants et aux petites entreprises peut être simplifiée. Des informations peuvent être obtenues auprès du SPF Economie (economie.fgov.be).

Obligations fiscales

En matière de TVA

Si vous êtes assujéti à la TVA vous serez tenu de compléter régulièrement vos déclarations de TVA et de payer la TVA due. Toutefois, si le chiffre d'affaire annuel prévu pour votre activité complémentaire ne dépasse pas un certain plafond, vous pouvez demander à bénéficier du régime de franchise. Vous serez alors dispensé de payer la TVA mais également privé du droit à déduction. Vous devrez toutefois être immatriculé à la TVA et rentrer une déclaration annuelle.

Ce régime ne s'applique pas à toutes les activités. Pour obtenir des informations, vous pouvez vous adresser au SPF Finances (site web: <http://finances.belgium.be/fr/>).

En matière d'impôt

Les revenus de vos 2 activités seront cumulées, ce qui pourra donner lieu éventuellement à des hausses de taux d'impôt lorsque certains plafonds de revenus seront dépassés.

Comme tout indépendant, vous serez tenu de faire les versements anticipés trimestriels en fonction des revenus qu'aura procurés l'activité complémentaire. Ces versements anticipés sont vivement conseillés si vous voulez éviter les majorations d'impôt.

Pour obtenir des informations, vous pouvez vous adresser au SPF Finances (site web: <http://finances.belgium.be/fr/>).

Obligations en tant qu'employeur

Si vous êtes travailleur indépendant à titre complémentaire, vous pouvez engager un travailleur mais vous serez soumis à des formalités particulières.

Pour obtenir des informations, vous pouvez vous adresser à l'office national de sécurité sociale (ONSS) (site web: <http://www.onss.fgov.be/fr/>).

Contacts

Caisses d'assurances sociales pour travailleurs indépendants

- GROUP S
Rue des Ursulines 2 • 1000 Bruxelles
T +32 2 555 15 20 • F +32 2 555 15 45
infocas@groups.be
 - XERIUS
Brouwersvliet 4 • 2000 Anvers
T +32 10 75 31 80
info@xerius.be
 - LIANTIS caisse d'assurances sociales asbl
Quai de Willebroeck 37 • 1000 Bruxelles
T +32 2 212 22 30
info@liantis.be
 - PARTENA PROFESSIONAL
Rue des Chartreux 45 • 1000 Bruxelles
Adresse postale:
Partena Professional - BP 21000 - 1000
Bruxelles
T +32 2 549 79 40
independant@partena.be
 - ACERTA
Buro & Design Center
Esplanade du Heysel BP 65 • 1020 Bruxelles
T +32 10 23 59 22
<https://www.acerta.be/fr/maquestion>
 - SECUREX INTEGRITY
Adresse postale: Verenigde-Natieslaan 1 •
9000 Gand
T +32 78 05 90 18
mybusiness@securex.be
 - AVIXI CAISSE D'ASSURANCES SOCIALES asbl
Zeutestraat 2B • 2800 Mechelen
T +32 15 45 12 60
info@avixi.be
 - L'ENTRAIDE
Rue Colonel Bourg 113 • 1140 Bruxelles
T +32 2 743 05 10 • F +32 2 734 04 79
clasti@entraidegroupe.be
 - UCM
Chaussée de Marche 637 (Nationale 4) •
5100 Namur (Wierde)
Adresse postale: BP 38 - 5100 Namur (Jambes)
T +32 81 32 06 11 • F +32 81 30 74 09
cas@ucm.be
 - CAISSE NATIONALE AUXILIAIRE
D'ASSURANCES SOCIALES POUR
TRAVAILLEURS INDEPENDANTS
Quai de Willebroeck 35 • 1000 Bruxelles
T +32 2 546 45 21
mailcnh@rsvz-inasti.fgov.be
- Les services de la Caisse nationale sont décentralisés et assurés dans chaque bureau régional de l'INASTI.

Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants (INASTI)

Administration centrale

Quai de Willebroeck 35 • 1000 Bruxelles

T 0800 12 018

Si vous téléphonez de l'étranger: + 32 2 546 42 11

info@rsvz-inasti.fgov.be

Bureaux régionaux

- ANVERS
Oudaan 8-10 • 2000 Antwerpen
T +32 3 224 46 11
- BRABANT FLAMAND
Vaartstraat 54 • 3000 Leuven
T +32 16 31 47 11
- BRABANT WALLON
Chaussée de Bruxelles 49 • 1300 Wavre
T +32 10 68 55 11
- BRUXELLES-CAPITALE
Quai de Willebroeck 35 • 1000 Bruxelles
T +32 2 546 42 11
- FLANDRE OCCIDENTALE
Abdijbekepark 2 • 8200 Brugge
T +32 50 30 53 11
- FLANDRE ORIENTALE
Koningin Fabiolalaan 116 • 9000 Gent
T +32 9 379 49 11
- HAINAUT
Rue de la Halle 1 • 7000 Mons
T +32 65 37 54 11
- LIEGE
Rue Paradis 50 bte 11 • 4000 Liège
T +32 4 241 50 11
- LIMBOURG
Leopoldplein 16 bus 5 • 3500 Hasselt
T +32 11 85 48 11
- LUXEMBOURG
Rue Jarlicyn 5 • 6800 Libramont
T +32 61 29 52 11
- MALMEDY
Place du Châtelet 6 • 4960 Malmedy
T +32 80 79 41 11
- NAMUR
Rue Godefroid 35 • 5000 Namur
T +32 81 42 51 11

Service Public Fédéral de la sécurité sociale

DG Soutien et coordination politique (cellule Expert IZ)

Centre Administratif Botanique - Finance Tower
Boulevard du Jardin Botanique 50 boîte 135 • 1000 Bruxelles
T +32 2 528 64 50

Autres institutions publiques

Service Public Fédéral Economie, PME, Classes moyennes et Energie

Rue du Progrès 50 • 1210 Bruxelles
T +32 800 120 33

Office National de l'Emploi (ONEM)

Administration centrale
Boulevard de l'Empereur 7 • 1000 Bruxelles
T +32 2 515 41 11

Service Public Fédéral Finances

Boulevard du Roi Albert II, 33 • 1030 Bruxelles
T +32 2 336 21 11

Office national de Sécurité sociale (ONSS)

Place Victor Horta 11 • 1060 Bruxelles
T +32 2 509 31 11

Cotisations pour l'année 2022

Année de référence 2019 – Coefficient de réévaluation : 1,06473156

Travailleurs indépendants en activité principale

	EUR
A. Cotisations trimestrielles provisoires	
1. En début d'activités	
<ul style="list-style-type: none"> • jusqu'à la fin de la troisième année civile complète 	751,25
2. Après le début d'activité	
<ul style="list-style-type: none"> • 20,50 % sur la partie du revenu professionnel réévalué de l'année de référence n'excédant pas 63.297,86 EUR et sur un revenu minimum de 14.658,44 EUR • 14,16 % sur la partie du revenu professionnel réévalué de l'année de référence qui dépasse 63.297,86 EUR sans excéder 93.281,02 EUR 	
3. cotisation réduite pour primostarters pendant les 4 premiers trimestres: sur base d'éléments objectifs et sur demande	
<ul style="list-style-type: none"> • revenu professionnel estimé de l'année de cotisation n'excédant pas 7.569,70 EUR • 20,50 % sur la partie du revenu professionnel estimé de l'année de cotisation supérieur à 7.569,70 EUR sans excéder 63.297,86 EUR • 14,16 % sur la partie du revenu professionnel estimé de l'année de cotisation qui dépasse 63.297,86 EUR sans excéder 93.281,02 EUR 	387,95
4. cotisation réduite en général pendant les 4 premiers trimestres: sur base d'éléments objectifs et sur demande	
<ul style="list-style-type: none"> • revenu professionnel estimé de l'année de cotisation n'excédant pas 14.658,44 EUR • 20,50 % sur la partie du revenu professionnel estimé de l'année de cotisation supérieur à 14.658,44 EUR sans excéder 63.297,86 EUR • 14,16 % sur la partie du revenu professionnel estimé de l'année de cotisation qui dépasse 63.297,86 EUR sans excéder 93.281,02 EUR 	751,25
5. Cotisation majorée: sans demande	
B. Cotisations définitives	
1. Primostarters pendant les 4 premiers trimestres	
<ul style="list-style-type: none"> • 20,50 % sur la partie du revenu professionnel réévalué de l'année de référence n'excédant pas 63.297,86 EUR et sur un revenu minimum de 7.569,70 EUR • 14,16 % sur la partie du revenu professionnel de l'année de cotisation qui dépasse 63.297,86 EUR sans excéder 93.281,02 EUR 	
Cotisation trimestrielle minimum:	387,95
Cotisation trimestrielle maximum:	4.305,42
2. en général	
<ul style="list-style-type: none"> • 20,50 % sur la partie du revenu professionnel de l'année de cotisation n'excédant pas 63.297,86 EUR et sur un revenu minimum de 14.658,44 EUR • 14,16 % sur la partie du revenu professionnel de l'année de cotisation qui dépasse 63.297,86 EUR sans excéder 93.281,02 EUR 	
Cotisation trimestrielle minimum:	751,25
Cotisation trimestrielle maximum:	4.305,42

Travailleurs indépendants en activité complémentaire

	EUR
A. Cotisations trimestrielles provisoires	
1. En début d'activité	
<ul style="list-style-type: none"> • jusqu'à la fin de la troisième année civile complète 	83,11
2. Après le début d'activité	
<ul style="list-style-type: none"> • pour un revenu professionnel réévalué de l'année de référence inférieur à 1.621,72 EUR • pour un revenu professionnel réévalué de l'année de référence à partir de 1.621,72 EUR : <ul style="list-style-type: none"> · 20,50 % sur la partie du revenu professionnel réévalué de l'année de référence n'excédant pas 63.297,86 EUR · 14,16 % sur la partie du revenu professionnel réévalué de l'année de référence qui dépasse 63.297,86 EUR sans excéder 93.281,02 EUR 	0
3. Cotisation réduite: sur base d'éléments objectifs et sur demande	
<ul style="list-style-type: none"> • pour un revenu professionnel estimé de l'année de cotisation inférieur à 1.621,72 EUR • pour un revenu professionnel estimé de l'année de cotisation à partir de 1.621,72 EUR : <ul style="list-style-type: none"> · 20,50 % sur la partie du revenu professionnel estimé de l'année de cotisation n'excédant pas 63.297,86 EUR · 14,16 % sur la partie du revenu professionnel estimé de l'année de cotisation qui dépasse 63.297,86 EUR sans excéder 93.281,02 EUR 	0
4. Cotisation majorée: sans demande	
B. Cotisations définitives	
<ul style="list-style-type: none"> • pour un revenu professionnel estimé de l'année de cotisation inférieur à 1.621,72 EUR • pour un revenu professionnel estimé de l'année de cotisation inférieur à 1.621,72 EUR : <ul style="list-style-type: none"> · 20,50 % sur la partie du revenu professionnel estimé de l'année de cotisation n'excédant pas 63.297,86 EUR · 14,16 % sur la partie du revenu professionnel estimé de l'année de cotisation qui dépasse 63.297,86 EUR sans excéder 93.281,02 EUR 	0
Cotisation trimestrielle minimum:	83,11
Cotisation trimestrielle maximum	4.305,42

Personnes admises en activité complémentaire par extension

	EUR
A. Cotisations trimestrielles provisoires	
1. En début d'activité: jusqu'à la fin de la troisième année civile complète	83,11
2. Après le début d'activité	
<ul style="list-style-type: none"> • pour un revenu professionnel réévalué de l'année de référence inférieur à 1.621,72 EUR • pour un revenu professionnel réévalué de l'année de référence à partir de 1.621,72 EUR : <ul style="list-style-type: none"> · 20,50 % sur la partie du revenu professionnel réévalué de l'année de référence inférieure à 7.678,69 EUR 	0
3. Cotisation réduite: sur base d'éléments objectifs et sur demande	
<ul style="list-style-type: none"> • pour un revenu professionnel estimé de l'année de cotisation inférieur à 1.621,72 EUR • pour un revenu professionnel estimé de l'année de cotisation égal ou supérieur à 1.621,72 EUR sans excéder 7.678,69 EUR <ul style="list-style-type: none"> · 20,50 % sur le revenu professionnel estimé de l'année de cotisation • pour un revenu professionnel estimé de l'année de cotisation égal ou supérieur à 7.678,69 EUR (voir Activité principale, A, 3 et 4) 	0
4. Cotisation majorée: sans demande	
B. Cotisations définitives	
<ul style="list-style-type: none"> • pour un revenu professionnel de l'année de cotisation inférieur à 1.621,72 EUR • pour un revenu professionnel de l'année de cotisation à partir de 1.621,72 EUR et inférieur à 7.678,69 EUR : <ul style="list-style-type: none"> · 20,50 % sur le revenu professionnel de l'année de cotisation 	0
Cotisation trimestrielle minimum	83,11
Cotisation trimestrielle maximum	393,53
<ul style="list-style-type: none"> • pour un revenu professionnel de l'année de cotisation égal ou supérieur à 7.678,69 EUR: voir Activité principale, B. 	

Editeur responsable

Anne Vanderstappen, Administrateur général

Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants

Quai de Willebroeck 35
1000 Bruxelles
T 0800 12 018
info@rsvz-inasti.fgov.be
www.inasti.be

D/2002/1683/7
Rédaction finale: avril 2022
Edition 2022 (1^{re} mise à jour)



Retrouvez plus d'infos sur ce sujet et la dernière édition de cette brochure sur notre site web:
www.inasti.be